



De la Troïka à Goldman Sachs, le pantouflage de Barroso fait des vagues [1/2]

En rejoignant la banque Goldman Sachs, l'ancien président de la Commission européenne José-Manuel Barroso emprunte un chemin bien balisé

Par [Jérôme Duval](#)

Mondialisation.ca, 09 novembre 2016

[Regards](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

« José Manuel va apporter une analyse et une expérience immense à Goldman Sachs, et notamment une profonde compréhension de l'Europe. Nous sommes impatients de travailler avec lui alors que nous continuons à aider nos clients à évoluer au sein d'un contexte économique et de marché incertain et délicat ». C'est en ces termes que s'exprimaient Michael Sherwood et Richard Gnodde, co-directeurs généraux de Goldman Sachs International, vraisemblablement « impatients » à l'idée d'accueillir l'ancien président de la Commission européenne en tant que collègue au sein de la célèbre banque d'affaires.

Une recrue de choix pour Goldman Sachs

Par un communiqué du 8 juillet 2016 [\[1\]](#), la banque impliquée dans le maquillage des comptes publics de la Grèce pour permettre son entrée dans la zone euro, annonce le recrutement de José Manuel Barroso, ancien premier ministre du Portugal de 2002 à 2004 avant de présider la Commission européenne durant une décennie entière, de 2004 à 2014.

Celui qui a été plus que complaisant avec les grandes banques privées durant ses deux mandats à la Commission européenne en impulsant des sauvetages bancaires d'une ampleur jusque-là inconnue en Europe, occupe donc les fonctions de conseiller et président non-exécutif de Goldman Sachs International, branche internationale du groupe étasunien basée à Londres. Du temps où il était à la tête de la Commission européenne, Barroso s'affairait déjà à l'impunité des grandes banques pourtant responsables de la crise, autant qu'à leur survie. Ceci par le renflouement colossal d'argent public aux dépens d'un endettement et d'une austérité brutale pour les populations.

Aujourd'hui, ce même Barroso est officiellement mandaté pour seconder l'une des banques les plus impliquées dans la crise des *subprimes* (responsable d'une des pires crises financières depuis 1929), à affronter une sortie de l'Union européenne (UE) dans un contexte post-Brexit. Quelle que soit la bannière, en croisade pour l'UE ou s'en affranchissant pour en sortir, Barroso demeure l'ami des banquiers.

Vendre au privé une influence acquise dans le public

Cette nomination a suscité une levée de bouclier dans le milieu politique et les grands médias commerciaux. Pourtant, il n'y a rien d'exceptionnel à ce recrutement chez Goldman

Sachs dans le monde des politiciens et des financiers, qui fonctionne en vase communicant entre sphère publique et privée. En effet, la méthode qui consiste à vendre au privé une influence acquise dans le public ne date pas d'hier, et convient parfaitement aux multinationales. Celles-ci mettent ainsi la main sur les carnets d'adresses d'anciens responsables politiques pour mieux remplir leurs carnets de commandes ou ajuster leurs stratégies. C'est le cas de Barroso qui a été recruté avant tout pour son réseau.

« *En tant que banque américaine, travaillant à l'international et donc sur le marché européen, Goldman Sachs a absolument besoin de savoir ce qui se trame dans les coulisses de Bruxelles* », explique Marc Roche, [auteur de livres](#) et d'un [documentaire](#) sur Goldman Sachs [2]. « Elle veut savoir avant tout le monde ce qui se prépare en terme de réglementations dans ses domaines d'activité, mais aussi de taux d'intérêt et en général pour toutes les décisions macro-économiques, puisque ces politiques vont influencer ses activités de crédit : la vache à lait de ses profits » [3].

Dans une interview au *Financial Times* [rapportée par Médiapart](#), Barroso explique l'intérêt de son embauche pour Goldman Sachs : « *Évidemment, je connais bien l'UE, et je connais aussi plutôt bien l'environnement britannique [...]. Si mes conseils peuvent être utiles dans les circonstances actuelles, je suis prêt, bien sûr, à aider* ».

Sulfureux parcours

On comprend mieux l'ampleur de « l'aide » que peut apporter José Manuel Barroso lorsque, dans un discours prononcé à l'Institut européen de Florence, le 18 juin 2010, celui-ci déclare : « *Ce qu'il se passe actuellement, est une révolution silencieuse, à petits pas, vers une gouvernance économique plus forte. Les États membres ont accepté — et j'espère qu'ils l'ont bien compris — d'octroyer aux institutions européennes d'importants pouvoirs en matière de surveillance.* » [4]

Rappelons quelques moments charnières du passé sulfureux de José Manuel Barroso. En mars 2003, Barroso, se range du côté des Américains et Britanniques pour enclencher la guerre en Irak, un dramatique fiasco, et organise le sommet des Açores [5] avec les principaux protagonistes, George W. Bush, Tony Blair et José María Aznar.

Fervent défenseur des traités de libre-échange, Barroso a été l'un des plus vigoureux soutien au traité de Lisbonne, reprenant l'essentiel du Traité constitutionnel européen (TCE) rejeté par référendum en 2005 par près de 55 % des Français [6] et 62 % des votants hollandais. Le Traité de Lisbonne a quant à lui été adopté sans consultation, violant l'opinion de plus de 20 millions de français et hollandais. Par la suite et dans le plus grand secret, il met sur rails les traités de libre-échange, aujourd'hui fortement contestés, entre l'Europe et le Canada (CETA) ainsi que celui entre l'Europe et les États-Unis (TTIP). Enfin, en tant que membre représentant de la Troïka, il devient le chantre des politiques d'austérité antisociales.

Jérôme Duval

Notes

[1] Voir la [lettre de Goldman Sachs](#), ici en [PDF](#)

[2] Marc Roche, « [La 'franc-maçonnerie' européenne de Goldman Sachs](#) », *Le Monde*, 15 novembre 2011.

[3] Benoît Zagdoun, « [Avec Barroso, Goldman Sachs continue à tisser sa toile au cœur du pouvoir](#) », *France Télévisions*, 13/07/2016.

[4] Cité par Anne Dufresne, « [Le Consensus de Berlin](#) », *Le Monde Diplomatique*, février 2012.

[5] Le 16 mars 2003, sur l'archipel des Açores, le Premier ministre portugais Manuel Barroso accueille le Premier ministre britannique Tony Blair, le président des États-Unis George Bush Jr et le Premier ministre espagnol Jose Manuel Aznar pour convenir d'une opération militaire conjointe en Irak. Moins d'un mois plus tard, le 9 avril 2003, l'armée coalisée bombarde Bagdad.

[6] Voir les [résultats du Referendum 2005](#)



Jérôme Duval est membre du CADTM, Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (www.cadtm.org) et de la PACD, la Plateforme d'Audit Citoyen de la Dette en Espagne (<http://auditoriaciudadana.net/>). Il est l'auteur avec Fátima Martín du livre *Construcción europea al servicio de los mercados financieros*, Icaria editorial 2016 et est également coauteur de l'ouvrage *La Dette ou la Vie*, (Aden-CADTM, 2011), livre collectif coordonné par Damien Millet et Eric Toussaint qui a reçu le Prix du livre politique à la Foire du livre politique de Liège en 2011.

La source originale de cet article est [Regards](#)

Copyright © [Jérôme Duval](#), [Regards](#), 2016

Articles Par : [Jérôme Duval](#)

A propos :

Jérôme Duval est membre du CADTM, Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (www.cadtm.org) et de la PACD, la Plateforme d'Audit Citoyen de la Dette en Espagne (<http://auditoriaciudadana.net/>). Il est l'auteur avec Fátima Martín du livre *Construcción europea al servicio de los mercados financieros*, Icaria editorial 2016 et est également coauteur de l'ouvrage *La Dette ou la Vie*, (Aden-CADTM, 2011), livre collectif coordonné par Damien Millet et Eric Toussaint qui a reçu le Prix du livre politique à la Foire du livre politique de Liège en 2011.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits

d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca